



EUTELSAT Communications

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2018-19

(juillet-décembre 2018)

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2018-19

(juillet-décembre 2018)

SOMMAIRE

CE RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL COMPREND UNE DECLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES RESPONSABLES DE CE DOCUMENT, UN RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE, LES COMPTES CONSOLIDES ET LEUR ANNEXE POUR LE SEMESTRE ECOULE ET LE RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'EXAMEN LIMITE DES COMPTES PRECITES.

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	3
1 ELEMENTS CLES ET DESCRIPTION DE L'ACTIVITE	4
2 RENTABILITE	9
3 FACTEURS DE RISQUES.....	10
4 MODIFICATIONS AU SEIN DU GROUPE	11
5 EVENEMENTS RECENTS ET ÉVOLUTION DE LA FLOTTE DU GROUPE.....	12
6 COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS CONDENSES AU 31 DECEMBRE 2018	13
7 PERSPECTIVES	39
ANNEXES.....	40
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE	44
COMMENT NOUS CONTACTER.....	47

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

M. Rodolphe Belmer

Directeur général

Ce document contient des chiffres provenant des Etats financiers consolidés semestriels. Les Etats financiers consolidés semestriels, établis selon le référentiel IFRS, ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes de la société, ont été revus par le Comité d'Audit le 13 février 2019 et arrêtés par le Conseil d'administration d'Eutelsat Communications le 14 février 2019.

Par ailleurs, l'EBITDA, la marge d'EBITDA, le ratio Dette Nette / EBITDA, les investissements Cash et le Cash-flow libre discrétionnaire sont des Indicateurs Alternatifs de Performance dont la définition et le calcul figurent en annexe 3 du présent document.

Les chiffres au 31 décembre 2017 ont été retraités pour tenir compte de l'adoption retrospective de la norme IFRS 15 à compter de l'exercice ouvert le 1er juillet 2018. L'impact de l'application de la norme IFRS 15 est présenté dans la note 3 de l'annexe aux comptes consolidés. Le Groupe a également adopté les normes IFRS 16 et IFRS 9 à compter du 1er juillet 2018.

1 ELEMENTS CLES ET DESCRIPTION DE L'ACTIVITE

1.1. Faits Marquants

Depuis le début de l'exercice 2018-19, Eutelsat a pris de nouvelles mesures visant à maximiser la génération de trésorerie, en s'appuyant sur toutes les composantes de la génération de cash-flow :

- Le succès d'une émission obligataire à 7 ans d'un montant de 800 millions d'euros portant un coupon à 2,0% pour refinancer la souche obligataire portant un coupon à 5,0% venant à échéance en janvier 2019. Cette transaction entrainera une réduction du montant des intérêts payés d'environ 24 millions d'euros avant impôts sur une base annuelle à compter de l'exercice 2019-20,
- La cession de la quote-part dans le satellite EUTELSAT 25B moyennant 135 millions d'euros ;
- La poursuite des progrès de la mise en œuvre de notre stratégie d'optimisation des investissements avec :
 - le remplacement de la constellation HOTBIRD négocié à des conditions très favorables grâce à la mise en œuvre d'une approche de conception par les coûts ;
 - la signature d'un accord de long terme avec Arianespace portant sur cinq lancements d'ici à 2027, garantissant un accès à l'espace compétitif dans un calendrier flexible.
- Le programme d'économies LEAP est en bonne voie pour permettre de réaliser 30 millions d'euros d'économies de dépenses d'exploitation cette année ;
- Par ailleurs, la Loi de Finances pour 2019 contient une disposition qui précise les règles en matière de territorialité de l'impôt sur les sociétés applicables aux entreprises exploitant des satellites de communication. Cela est susceptible d'avoir un impact positif significatif sur la charge d'impôt d'Eutelsat, celui-ci ne pouvant toutefois être évalué de manière fiable à ce stade.

Dans le même temps, Eutelsat a continué de poser les bases de son retour à la croissance avec pour objectifs

- D'extraire davantage de valeur de son cœur de métier Vidéo avec le lancement en septembre 2018 d'Eutelsat CIRRUS, une solution hybride satellite-OTT clé en main qui permettra aux opérateurs de télévision par satellite d'offrir une expérience de consommation multi-écrans flexible et homogène, représentant une étape importante dans l'intégration du satellite dans l'écosystème IP ;
- De saisir l'opportunité représentée par la Connectivité avec :
 - le lancement commercial du service Haut-Débit Konnect Africa dans plusieurs pays ;
 - la refonte de la stratégie de distribution en Europe, reposant sur des distributeurs spécialisés choisis ainsi que sur de grands opérateurs télécoms.

1.2. Chiffres clés

Informations financières clés	6 mois clos le 31/12/2017 retraité	6 mois clos le 31/12/2018	Variation
Compte de résultat			
Chiffre d'affaires - M€	688,1	658,1	-4,4%
Chiffre d'affaires des Activités opérationnelles - M€	675,9	660,4	-2,3%
Chiffre d'affaires des Activités opérationnelles à périmètre et taux constants - M€	669,9	653,8	-2,4%
EBITDA ¹ - M€	546,2	518,4	-5,1%
Marge d'EBITDA - %	79,4	78,8	-0,6 pts
Marge d'EBITDA à taux de change constant - %	79,4	79,0	-0,4 pts
Résultat net attribuable au Groupe - M€	158,0	150,4	-4,8%
Structure financière			
Cash-flow libre discrétionnaire à taux de change et périmètre constants ²	337,1	235,2	-30,2%
Dette nette – M€	3 630,3	3 304,3	-€326m
Dette nette / EBITDA – X	3,3x	3,1x	-0,2 pts
Carnet de commandes – Mds €	4,7	4,6	-2,9%

¹ Résultat opérationnel avant dotations aux amortissements, dépréciation d'actifs et autres produits (charges) opérationnelles.

² Flux de trésorerie provenant des opérations d'exploitation - Investissements « cash » - Intérêts et autres frais financiers payés nets de produits d'intérêts reçus.

1.3. Chiffre d'affaires³

En millions d'euros	6 mois clos déc. 2017 retraité IFRS 15	6 mois clos déc. 2017 proforma ⁴	6 mois clos déc. 2018 publié	Variation	Variation comparable ⁵
Applications Vidéo	443,0	437,0	432,1	-2,5%	-2,0%
Services aux gouvernements	79,6	79,6	81,8	+2,9%	+1,7%
Données Fixes	73,4	73,4	66,0	-10,2%	-11,9%
Haut Débit Fixe	42,8	42,8	40,5	-5,5%	-5,8%
Connectivité Mobile	37,1	37,1	40,0	+7,9%	+6,7%
Total Activités opérationnelles	675,9	669,9	660,4	-2,3%	-2,4%
Autres Revenus ⁶	12,2	12,2	(2,3)	na	na
Total	688,1	682,0	658,1	-4,4%	-4,5%
Taux de change EUR/USD	1,17	1,17	1,16		

Le chiffre d'affaires total du **premier semestre** de l'exercice fiscal 2018-19 ressort à 658 millions d'euros, en baisse de 4,4% à normes comptables constantes.

Le chiffre d'affaires des cinq activités opérationnelles (hors autres revenus) est en baisse de 2,4% sur une base comparable compte tenu d'un effet périmètre négatif à hauteur d'environ 0,5 point (effet de la cession de la participation d'Eutelsat dans le satellite EUTELSAT 25B net de l'acquisition de Noorsat) et d'un effet de change positif d'environ 0,5 point.

Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre ressort à 323 millions d'euros, en baisse de 5,7% à normes comptables constantes. Le chiffre d'affaires des cinq activités opérationnelles s'établit à 326 millions d'euros, en baisse de 3,0% sur douze mois et de 2,2% par rapport au trimestre précédent sur une base comparable.

Sauf indication contraire, toutes les variations mentionnées ci-dessous sont sur une base comparable (à périmètre et taux de change constants).

Coeur de métier

Applications Vidéo (66% du chiffre d'affaires)

Le chiffre d'affaires des Applications Vidéo au **premier semestre** est en baisse de 2,0% sur une base comparable à 432 millions d'euros, reflétant d'une part la baisse du chiffre d'affaires de la Vidéo Professionnelle dans un contexte de pression continue sur les prix et, d'autre part, l'impact d'une moindre contribution de FRANSAT. En excluant ces deux facteurs, le chiffre d'affaires Broadcast est globalement stable.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires s'élève à 215 millions d'euros, en baisse de 2,4% sur un an, mais globalement stable par rapport au trimestre précédent.

Au 31 décembre 2018, les satellites d'Eutelsat diffusaient 7 067 chaînes au total, soit une progression annuelle de 3,8%. La pénétration de la Haute Définition a continué d'augmenter, pour atteindre 1 500 chaînes contre 1 275 un an plus tôt (+17,6%), soit un taux de pénétration de 21,2% contre 18,7% un an auparavant.

Sur le plan commercial, des contrats ont été signés avec l'*Ethiopian Broadcasting Corporation* et l'*Association of Ethiopian Broadcasters* pour de la capacité sur le satellite EUTELSAT 8 West B et représentent plusieurs répéteurs, y compris des ressources incrémentales. Un nouveau contrat pluriannuel portant sur plusieurs répéteurs a également été signé avec Afghanistan Broadcasting System pour de la capacité sur le satellite EUTELSAT 53A. Par ailleurs, Eutelsat va désormais commercialiser de la capacité directement auprès de beIN Media, reflétant l'approche de distribution directe mise en œuvre au Moyen-Orient. Enfin, les premiers contrats ont été signés pour la plateforme CIRRUS.

Grâce à ces contrats et aux autres opportunités commerciales en passe de se concrétiser, les tendances du Broadcast devraient s'améliorer au cours des prochains trimestres.

³ Les contributions de chaque application au chiffre d'affaires sont calculées hors « Autres Revenus ».

⁴ Chiffre d'affaires proforma reflétant la cession d'EUTELSAT 25B. Pour plus de détails, voir en annexe.

⁵ A taux de change, normes comptables et périmètre constants. La variation est calculée comme suit : i) le chiffre d'affaires en dollars U.S. du S1 2018-19 est converti au taux du S1 2017-18 ; ii) le chiffre d'affaires du S1 2017-18 est retraité de la contribution d'EUTELSAT 25B et de l'impact de la norme IFRS 15 ; iii) le chiffre d'affaires du S1 2018-19 est retraité de la contribution nette de Noorsat.

⁶ Les « Autres Revenus » incluent principalement certaines indemnités liées au règlement de litiges commerciaux, l'effet de couverture de change du chiffre d'affaires euros/dollars, la rémunération de services de conseil ou d'ingénierie fournis à des tiers, ainsi que des indemnités de fin de contrat. L'effet des activités de couverture s'élève à (7,1) M€ au S1 2018-19 contre 1,9 M€ un an auparavant.

Services aux gouvernements (12% du chiffre d'affaires)

Le chiffre d'affaires des services aux gouvernements au **premier semestre** s'établit à 82 millions d'euros, en hausse de 1,7% sur une base comparable. Cette progression reflète, d'une part, les contrats incrémentaux remportés l'année dernière à la position orbitale 174° Est en Asie-Pacifique et, d'autre part, un taux de renouvellement de la campagne de l'automne 2018 avec le gouvernement américain plus faible que prévu.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires s'établit à 39 millions d'euros, stable par rapport à l'année précédente et en baisse de 8,0% par rapport au trimestre précédent.

Données Fixes (10% du chiffre d'affaires)

Au premier semestre, le chiffre d'affaires de l'activité Données Fixes s'établit à 66 millions d'euros, en baisse de 11,9% sur une base comparable. La performance de cette application continue de refléter la pression continue sur les prix et un environnement très concurrentiel, l'Amérique latine étant le principal contributeur à la baisse du chiffre d'affaires.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires s'élève à 33 millions d'euros, en baisse de 11,7% sur un an et de 3,1% par rapport au trimestre précédent.

Sur le plan commercial, un accord-cadre a été signé avec Orange qui prévoit un renouvellement significatif portant sur plusieurs répéteurs, sécurisant ainsi de la capacité sur une base pluriannuelle, et qui prépare le terrain pour de potentiels volumes incrémentaux dans les Données Fixes, les Services aux gouvernements et la Connectivité Mobile.

Connectivité

Haut-Débit Fixe (6% du chiffre d'affaires)

Le chiffre d'affaires de l'activité Haut Débit Fixe au **premier semestre** s'établit à 40 millions d'euros, en baisse de 5,8% sur une base comparable. Cette évolution continue de traduire une baisse du chiffre d'affaires en Europe dans un contexte de rareté en termes de capacité disponible dans certains pays d'Europe de l'Ouest et de transition vers une nouvelle stratégie de distribution autonome, ainsi que la fin du contrat avec un client au Moyen-Orient portant sur un faisceau du satellite EUTELSAT 3B, faisceau qui a été revendu à Taqnia dans l'application Connectivité Mobile.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires s'élève à 20 millions d'euros, en baisse de 4,2% sur un an et de 1,5% par rapport au trimestre précédent.

La tendance de chiffre d'affaires devrait s'améliorer au second semestre, notamment grâce au lancement et à la montée en puissance progressive du service Haut Débit Konnect Africa dans plusieurs pays. Le service commercial a été lancé en novembre 2018 en République Démocratique du Congo avec un large réseau de partenaires locaux spécialisés dans divers domaines allant de la distribution de services télécoms et de télévision aux services financiers.

En Europe, la refonte de la stratégie de distribution axée sur des partenaires distributeurs choisis ainsi que sur des opérateurs télécoms a progressé. Dans ce contexte, un accord a été signé avec Masmovil en Espagne pour la distribution de services Haut-Débit via le satellite KA-SAT, et un programme de partenariats privilégiés (PPP) a été lancé afin de revitaliser le réseau de distribution sur KA-SAT.

Connectivité Mobile (6% du chiffre d'affaires)

Le chiffre d'affaires de l'application Connectivité Mobile au **premier semestre** s'élève à 40 millions d'euros, en hausse de 6,7% sur une base comparable. Cette évolution reflète l'effet positif du nouveau contrat avec Taqnia aux positions orbitales 3°Est et 70°Est, l'effet report de l'entrée en service du satellite EUTELSAT 172B fin novembre 2017 et la poursuite de la montée en puissance des contrats de capacité sur le satellite KA-SAT.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires s'élève à 19,4 millions d'euros, en progression de 2,6% sur un an et en baisse de 6,9% par rapport au trimestre précédent.

Sur le plan commercial, un contrat portant sur plusieurs répéteurs a été signé avec un distributeur majeur pour de la capacité sur plusieurs satellites dédiée à la connectivité maritime. Ce nouveau contrat ainsi que le démarrage du contrat avec UnicomAirNet pour la connectivité aérienne sur le satellite EUTELSAT 172B vont soutenir la croissance du chiffre d'affaires au deuxième semestre.

Autres Revenus

Au premier semestre, les Autres Revenus s'élèvent à (2,3) millions d'euros contre 12,2 millions d'euros un an plus tôt. Ils incluent une contribution négative de (7,1) millions d'euros liée aux opérations de couverture de change euros/dollars. Compte tenu de la volatilité de ces revenus, la performance semestrielle ne peut pas être extrapolée à l'exercice.

1.4. Carnet de commandes

Le carnet de commandes⁷ s'établit à 4,6 milliards d'euros au 31 décembre 2018 contre 4,7 milliards d'euros un an plus tôt et 4,6 milliards d'euros à fin juin 2018. La stabilité par rapport à fin juin reflète notamment la comptabilisation dans le carnet de commandes des revenus futurs liés aux engagements fermes d'Orange et de Thales sur KONNECT VHTS ainsi que les nouveaux contrats pour le maritime et avec les télédiffuseurs éthiopiens dans la Vidéo qui ont compensé l'effet de périmètre lié à la cession d'EUTELSAT 25B, l'impact de l'adoption de la norme IFRS 15 et la consommation naturelle du carnet.

Le carnet de commandes équivaut à 3,3 fois le chiffre d'affaires de l'exercice 2017-18 et la Vidéo représente 77% du total.

	31 déc. 2017	30 juin 2018	31 déc. 2018
Valeur des contrats (en milliards d'euros)	4,7	4,6	4,6
<i>En année de chiffre d'affaires de l'exercice précédent</i>	3,2	3,2	3,3
Poids des Applications Vidéo	85%	83%	77%

1.5. Répéteurs opérationnels et utilisés

Au 31 décembre 2018, le nombre de répéteurs opérationnels s'établit à 1 419 unités, en hausse de trois unités sur un an et en baisse de huit unités par rapport au 30 juin 2018, reflétant principalement la cession d'EUTELSAT 25B.

Le nombre de répéteurs utilisés s'élève à 970 unités, en progression de 21 unités sur un an et stable par rapport au 30 juin 2018. Cette évolution au premier semestre reflète principalement la cession d'EUTELSAT 25B ainsi que le résultat de la campagne de renouvellement de l'automne 2018 avec le gouvernement américain compensés par les nouveaux contrats avec Orange Slovensko et les télédiffuseurs éthiopiens ainsi que la montée en puissance de la capacité à la position orbitale 174°Est.

Le taux de remplissage s'établit ainsi à 68,3% à fin décembre 2018 contre 67,0% un an plus tôt et 68,1% à fin juin 2018.

	31 déc. 2017	30 juin 2018	31 déc. 2018
Nombre de répéteurs opérationnels ⁸	1 416	1 427	1 419
Nombre de répéteurs utilisés ⁹	949	971	970
Taux de remplissage	67,0%	68,1%	68,3%

Note : données calculées sur la base du nombre de répéteurs équivalents 36 MHz hors capacité HTS.

⁷ Le carnet de commandes représente le chiffre d'affaires futur correspondant aux contrats d'attribution de capacité ou de services (y compris les contrats pour les satellites en cours d'approvisionnement).

⁸ Nombre de répéteurs sur les satellites en orbite stable, hors capacité de secours

⁹ Nombre de répéteurs utilisés sur les satellites en orbite stable.

2 RENTABILITE

2.1. Rentabilité

L'**EBITDA** s'élève à 518 millions d'euros au 31 décembre 2018 contre 546 millions d'euros un an plus tôt, en baisse de 5%. La **marge d'EBITDA** s'établit à 78,8% (79,0% à taux de change constant), comparé à 79,4% l'année précédente compte tenu d'un niveau d'Autres Revenus – qui ont peu de coûts associés – moins élevé que l'an dernier, de l'effet dilutif des changements de périmètre ainsi que des coûts de lancement liés au projet Konnect Africa. Le plan LEAP progresse en ligne avec les attentes et est en bonne voie pour atteindre l'objectif de 30 millions d'euros d'économies de coûts pour l'année fiscale.

Le **résultat net attribuable au Groupe** ressort à 150 millions d'euros, comparé à 158 millions d'euros un an plus tôt, soit une baisse de 5%. Il représente une marge nette de 23%. Ceci reflète :

- Des **dotations aux amortissements** quasiment inchangés ((258) millions d'euros au 31 décembre 2018 contre (254) millions d'euros un an plus tôt) ;
- D'**autres produits opérationnels** de 36 millions d'euros reflétant principalement la plus-value liée à la cession de la part d'Eutelsat dans le satellite EUTELSAT 25B en août 2018 ;
- Un **résultat financier** de (53) millions d'euros (contre (56) millions d'euros un an plus tôt), reflétant principalement l'évolution du résultat de change lié aux éléments de bilan ;
- Un **taux d'impôt** de 35% (contre 27% un an plus tôt) qui ne tient pas compte des conséquences éventuelles des nouvelles dispositions de la Loi de Finances 2019 mentionnées précédemment. Pour rappel, le taux d'imposition de l'exercice précédent incluait la reconnaissance d'un produit d'impôt différé exceptionnel lié à l'évolution future du taux d'impôt sur les sociétés en France ainsi que le plein impact du remboursement de la taxe sur les dividendes de 3% payée pour les exercices antérieurs.

2.2. Flux de trésorerie

Au premier semestre 2018-19, les **flux de trésorerie** provenant des opérations d'exploitation ressortent à 379 millions d'euros, soit 33 millions d'euros de moins qu'un an plus tôt. Ceci reflète principalement la baisse de l'EBITDA en partie en raison d'impacts de change et de périmètre négatifs.

Les **investissements « cash »** se sont élevés à 130 millions d'euros, pleinement en ligne avec les prévisions. Pour rappel, les investissements « cash » du premier semestre de l'année dernière ne s'élevaient qu'à 53 millions d'euros, un niveau qui n'était pas représentatif de celui de l'exercice.

Les **intérêts et autres frais financiers** payés nets des produits d'intérêts reçus ressortent à 24 millions d'euros contre 21 millions d'euros un an plus tôt.

Le **cash-flow libre discrétionnaire** ressort ainsi à 225 millions d'euros (235 millions d'euros à taux change et périmètre constants), en baisse de 34% sur une base publiée et de 30% à taux de change et périmètre constants, une évolution qui reflète principalement le phasage des investissements et n'est pas représentative de la totalité de l'exercice.

2.3. Structure financière

L'**endettement net** ressort à 3 304 millions d'euros au 31 décembre 2018, en hausse de 63 millions d'euros par rapport à fin juin 2018. Cette évolution reflète, d'une part, la génération d'un cash-flow libre discrétionnaire de 225 millions d'euros au premier semestre ainsi que l'encaissement de la moitié du prix de cession d'EUTELSAT 25B (68 millions d'euros) et, d'autre part, le paiement de 310 millions d'euros de dividende ainsi que l'impact d'IFRS 16 qui accroît l'endettement net de 44 millions d'euros. Les autres éléments liés principalement aux contrats de crédit export et de location financement, à l'évolution de la part change du cross-currency swap ainsi qu'au dénouement de produits dérivés ont contribué à l'augmentation de l'endettement net pour un montant net de 1 million d'euros.

Le **ratio d'endettement net rapporté à l'EBITDA** s'établit ainsi à 3,1, en amélioration par rapport à fin décembre 2017 (3,3). Pour rappel, le mois de décembre constitue un point haut en termes d'endettement net annuel compte tenu du calendrier de paiement du dividende.

La maturité moyenne de l'endettement du Groupe s'établit désormais à 2,7 années contre 2,5 années au 31 décembre 2017. Le coût moyen de la dette tirée par le Groupe après effet des instruments de couverture s'établit à 2,8% (2,9% au S1 2017-18). Retraités du remboursement de l'échéance de 800 millions d'euros en janvier 2019, ces indicateurs ressortent respectivement à 3,4 années et 2,2%.

La liquidité du Groupe reste importante avec des lignes de crédit disponibles non utilisées à hauteur de 650 millions d'euros et une trésorerie de 677 millions d'euros en sus des 800 millions d'euros destinés au remboursement à l'échéance de l'obligation de janvier 2019.

3 FACTEURS DE RISQUES

Le présent rapport contient des informations qui expriment des objectifs établis sur la base des appréciations ou estimations actuelles du Groupe, mais qui restent subordonnées aux facteurs de risques et incertitudes exposés ci-après.

Les principaux risques auxquels le Groupe pourrait être confronté au cours du second semestre sont de même nature que ceux exposés dans le chapitre 4 – Facteurs de risques – du document de référence de la Société déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 16 octobre 2018 et portant le numéro D. 18-0876.

La nature de ces risques n'a pas connu d'évolution significative sur le premier semestre.

Il convient cependant de souligner que l'activité du Groupe, en particulier son développement et sa capacité à atteindre les objectifs mentionnés dans le présent rapport semestriel peut être affecté par un certain nombre de risques identifiés ou inconnus. Parmi ces éléments de risque propre à l'activité du Groupe figurent en particulier, mais à titre d'exemple seulement, le risque technique de perte totale ou partielle de tout ou partie d'un satellite en exploitation ou à l'occasion d'un lancement et des opérations associées.

Enfin, il convient d'indiquer que bien qu'elle n'ait pas eu d'incidences significatives sur les comptes semestriels consolidés du Groupe arrêtés au 31 décembre 2018 ou ses activités pendant la période des six premiers mois de l'exercice se clôturant le 30 juin 2019, le contexte économique global pourrait générer des incertitudes supplémentaires sur son activité et son développement.

4 MODIFICATIONS AU SEIN DU GROUPE

4.1. Gouvernance

L'Assemblée Générale ordinaire et extraordinaire du 8 novembre 2018 a renouvelé les mandats de Ross McInnes et Bpifrance Participations.

Le Conseil d'administration est désormais composé de douze membres, dont 42% sont des femmes (cinq sur douze) et 58% sont indépendants (sept sur douze).

L'Assemblée Générale a également approuvé l'ensemble des autres résolutions, notamment les comptes, le dividende au titre de l'exercice 2017-18, la rémunération des mandataires sociaux et la politique de rémunérations.

Par ailleurs, Esther Gaide a été nommée présidente du Comité d'Audit, Risques et Compliance à la place de Ross McInnes, qui continuera de siéger à ce comité. Ross McInnes a été nommé président du Comité des Nominations et de la Gouvernance à la place de Carole Piwnica, qui continuera de siéger à ce comité.

4.2. Dividende

L'Assemblée Générale du 8 novembre 2018 a décidé la mise en distribution, au titre de l'exercice clos le 30 juin 2018, d'un dividende de 1,27 euro par action contre 1,21 euro pour l'exercice précédent. Le dividende a été payé le 22 novembre 2018.

Un montant de 295 millions d'euros a ainsi été payé le 22 novembre 2018.

4.3. Modification dans le périmètre du Groupe

Le 9 août 2018, Eutelsat a cédé sa quote-part dans le satellite Eutelsat 25B à Es'hailSat pour 135 millions d'euros.

Le 23 novembre 2018, Eutelsat SA a cédé la participation de 49% qu'il détenait dans Eurobroadband Retail à une société du Groupe Viasat, déjà actionnaire à hauteur de 51%.

4.3. Emission obligataire

En octobre 2018, Le Groupe a procédé à une émission obligataire d'un montant de 800 millions d'euros pour une durée de 7 ans arrivant à maturité en 2025 sur le marché réglementé de la Bourse du Luxembourg. Cette émission obligataire a été réalisée par la filiale Eutelsat S.A. L'emprunt obligataire porte un coupon annuel de 2,000% émis à 99,400% et remboursable in fine à 100% du montant total principal. Cette émission obligataire permet à Eutelsat de refinancer les obligations émises le 14 décembre 2011 pour un nominal de 800 millions d'euros, portant un coupon de 5,000% et arrivées à échéance en janvier 2019.

5 EVENEMENTS RECENTS ET ÉVOLUTION DE LA FLOTTE DU GROUPE

5.1. Evolution de la flotte

Plan de déploiement nominal de la flotte

Satellite ¹	Position orbitale	Date de lancement (année civile)	Marchés principaux	Couverture	Nombre de répéteurs physiques	Nombre de répéteurs équivalents à 36 MHz / faisceaux	Donc capacité incrémentale
EUTELSAT 7C	7° Est	T2 2019	Vidéo	Turquie, Moyen-Orient, Afrique	44 Ku	49 Ku	19 Ku
EUTELSAT 5 WEST B	5° Ouest	T2 2019	Vidéo	Europe, Afrique du Nord	35 Ku	35 Ku	Néant
EUTELSAT QUANTUM	A déterminer	S2 2019	Services aux gouvernements	Flexible	8 faisceaux « Quantum »	Non applicable	Non applicable
KONNECT	A déterminer	S2 2019	Connectivité	Afrique Europe	65 faisceaux	75 Gbps	75 Gbps
KONNECT VHTS	A déterminer	2021	Connectivité Services aux gouvernements	Europe	~230 faisceaux	500 Gbps	500 Gbps
EUTELSAT HOTBIRD 13F	13° Est	2021	Vidéo	Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient	80 Ku ²	73 Ku ²	None
EUTELSAT HOTBIRD 13G	13° Est	2021	Vidéo	Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient	80 Ku ²	73 Ku ²	None

¹ Les satellites à propulsion chimique (EUTELSAT QUANTUM, EUTELSAT 5 WEST B) seront généralement opérationnels 1 à 2 mois après leur lancement. Concernant les satellites à propulsion électrique, entre 4 et 6 mois seront nécessaires entre la date de lancement et l'entrée en service (EUTELSAT 7C, KONNECT, KONNECT VHTS, EUTELSAT HOTBIRD 13F et EUTELSAT HOTBIRD 13G).

² Capacité nominale correspondant aux spécifications du satellite. La capacité opérée à la position orbitale HOTBIRD restera inchangée avec 102 répéteurs physiques opérés (95 répéteurs équivalents à 36 MHz), une fois les contraintes réglementaires techniques et opérationnelles prises en compte.

Les lancements d'EUTELSAT 7C et d'EUTELSAT 5 WEST B sont désormais attendus au deuxième trimestre 2019 (attendus au premier trimestre 2019 précédemment) sans que cela ait un impact significatif sur la trajectoire de chiffre d'affaires.

Evolution de la flotte au premier semestre

- Eutelsat a cédé sa quote-part dans le satellite EUTELSAT 25B à son copropriétaire, Es'hailSat.
- Le satellite Al Yah 3 est entré en service.
- EUTELSAT 33C a été relocalisé à 133°Ouest et renommé EUTELSAT 133 WEST A.
- EUTELSAT 59A a atteint sa fin de vie opérationnelle et a été désorbité.

Au 31 décembre 2018, le Groupe opérait de la capacité sur une flotte de 37 satellites.

**6 COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS CONDENSES AU 31
DECEMBRE 2018**

Groupe Eutelsat Communications

Société anonyme au capital de 232 774 635 euros

Siège social : 70, rue Balard 75 015 Paris

481 043 040 R.C.S. Paris

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS CONDENSES AU 31 DECEMBRE 2018

BILAN CONSOLIDE

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2018 ⁽¹⁾	31 décembre 2018
ACTIF			
<i>Actifs non courants</i>			
Écarts d'acquisition	4	1 197,5	1 203,8
Immobilisations incorporelles	4	653,6	610,7
Immobilisations corporelles et immobilisations en cours	5	4 761,7	3 916,1
Droits d'utilisation sur contrats de location	6	-	700,0
Titres des sociétés mises en équivalence	7	4,3	-
Actifs financiers non courants		42,1	43,6
Actifs d'impôts différés		4,6	3,9
Total des actifs non courants		6 663,8	6 477,9
<i>Actifs courants</i>			
Stocks		2,1	2,2
Créances clients et comptes rattachés	8	330,9	320,5
Autres actifs courants		42,7	44,7
Actifs d'impôts exigibles		4,5	7,4
Actifs financiers courants		16,9	82,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	733,5	1 476,9
Total des actifs courants		1 130,6	1 934,5
Total actif		7 794,4	8 412,4

(1) Les comptes comparatifs ont été retraités de l'effet rétrospectif de l'application d'IFRS 15. Ils n'ont pas été retraités de l'application de la norme IFRS 16, le Groupe ayant opté pour une application rétrospective modifiée. Les effets de l'application des deux nouvelles normes sur les comptes du Groupe sont présentés dans la note 3.1 « Règles et méthodes comptables ».

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2018 ⁽¹⁾	31 décembre 2018
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF			
Capitaux propres			
Capital social	10.1	232,8	232,8
Primes liées au capital		738,1	738,1
Réserves et résultat consolidés		1 695,5	1 556,3
Participations ne donnant pas le contrôle		181,2	178,0
Total capitaux propres		2 847,4	2 705,1
Passifs non courants			
Dettes financières non courantes	11	2 434,8	3 217,7
Dettes locatives non courantes	13	-	541,5
Autres passifs financiers non courants	13	695,8	175,7
Dettes sur immobilisations non courantes		17,9	16,9
Passifs de contrats clients non courants		125,0	120,4
Provisions non courantes	12	107,1	105,2
Passifs d'impôts différés		264,8	249,1
Total des passifs non courants		3 645,4	4 426,5
Passifs courants			
Dettes financières courantes	11	860,9	895,6
Dettes locatives courantes	13	-	84,9
Autres dettes et passifs financiers courants	13	216,9	83,3
Fournisseurs et comptes rattachés		56,3	50,6
Dettes sur immobilisations courantes		44,7	40,2
Impôt à payer		10,6	29,9
Passifs de contrats clients courants		81,6	70,9
Provisions courantes	12	30,6	25,5
Total des passifs courants		1 301,7	1 280,8
Total passif et capitaux propres		7 794,4	8 412,4

(1) Les comptes comparatifs ont été retraités de l'effet rétrospectif de l'application d'IFRS 15. Ils n'ont pas été retraités de l'application de la norme IFRS 16, le Groupe ayant opté pour une application rétrospective modifiée. Les effets de l'application des deux nouvelles normes sur les comptes du Groupe sont présentés dans la note 3.1 « Règles et méthodes comptables ».

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en millions d'euros, sauf données par action)	Note	31 décembre 2017 ⁽¹⁾	31 décembre 2018
Produits des activités ordinaires	14	688,1	658,1
Coûts des opérations		(46,0)	(42,9)
Frais commerciaux et administratifs		(95,9)	(96,8)
Dotations aux amortissements	4, 5, 6	(254,2)	(257,6)
Autres produits opérationnels ⁽²⁾		-	48,9
Autres charges opérationnelles ⁽³⁾		(10,4)	(13,2)
Résultat opérationnel		281,7	296,6
Coût de la dette	15	(48,3)	(49,3)
Produits financiers	15	0,4	0,6
Autres éléments financiers	15	(7,9)	(4,4)
Résultat financier		(55,8)	(53,2)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		(1,0)	(1,3)
Résultat net avant impôt		224,9	242,1
Impôts sur les sociétés	16	(60,6)	(85,0)
Résultat net		164,3	157,2
Part attribuable au Groupe		158,0	150,4
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		6,3	6,8
Résultat de base et dilué par action revenant aux actionnaires d'Eutelsat Communications ⁽⁴⁾	17	0,680	0,647

(1) Les comptes comparatifs ont été retraités de l'effet rétrospectif de l'application d'IFRS 15. Ils n'ont pas été retraités de l'application de la norme IFRS 16, le Groupe ayant opté pour une application rétrospective modifiée. Les effets de l'application des deux nouvelles normes sur les comptes du Groupe sont présentés dans la note 3.1 « Règles et méthodes comptables ».

(2) Les autres produits opérationnels au 31 décembre 2018, sont composés principalement de la plus value de cession du satellite E25B décrite en note 1 « Faits marquants de la période ».

(3) Les autres charges opérationnelles sont principalement composées de cessions et de mises au rebut d'actifs. Elles intègrent également 7,7 millions d'euros au titre des relations pré existantes avec Noorsat au 31 décembre 2017.

(4) Il n'existe pas d'instrument dilutif aux 31 décembre 2017 et 2018.

ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL

(en millions d'euros)	Note	31 décembre 2017 ⁽¹⁾	31 décembre 2018
Résultat net		164,3	157,2
Autres éléments recyclables de gains et pertes du résultat global			
Écart de conversion	10.5	(53,2)	9,2
Effet d'impôt		(12,3)	6,4
Variations de juste valeur des instruments de couverture ⁽²⁾	10.4	(10,1)	(2,0)
Effet d'impôt		3,4	(10,4)
Autres éléments non recyclables de gains et pertes du résultat global			
Variations des engagements de retraite	10.6	(10,8)	3,2
Effet d'impôt		1,0	(0,8)
Total autres éléments de gains et pertes du résultat global		(81,9)	5,6
Total état du résultat global		82,3	162,9
Part attribuable au Groupe		79,1	155,9
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle ⁽³⁾		3,2	7,0

(1) Les comptes comparatifs ont été retraités de l'effet rétrospectif de l'application d'IFRS 15. Ils n'ont pas été retraités de l'application de la norme IFRS 16, le Groupe ayant opté pour une application rétrospective modifiée. Les effets de l'application des deux nouvelles normes sur les comptes du Groupe sont présentés dans la note 3.1 « Règles et méthodes comptables ».

(2) Les variations de juste valeur des instruments de couverture ne concernent que les couvertures de flux de trésorerie, les couvertures d'investissement net à l'étranger étant présentées en écarts de conversion.

(3) La part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle se décompose comme suit :

- 6,3 millions d'euros de résultat net au 31 décembre 2017 et 6,8 millions d'euros au 31 décembre 2018

- (2,8) million d'euros d'autres éléments recyclables de gains et pertes du résultat global au 31 décembre 2017 et 0,1 million d'euros au 31 décembre 2018,

- (0,4) million d'euros d'autres éléments non recyclables de gains et pertes du résultat global au 31 décembre 2017 et 0,1 million d'euros au 31 décembre 2018.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

(en millions d'euros)	Note	31 décembre 2017 ⁽¹⁾	31 décembre 2018
FLUX D'EXPLOITATION			
Résultat net		164,3	157,2
Résultat des sociétés mises en équivalence	7	1,0	1,3
Charges d'impôts et d'intérêts, autres éléments d'exploitation		137,2	110,2
Dotations aux amortissements et aux provisions		266,3	275,3
Impôts différés		(20,4)	(21,1)
Variations des clients et comptes rattachés		(25,1)	(1,1)
Variations des autres actifs		(4,2)	(4,5)
Variations des fournisseurs et comptes rattachés		(6,7)	(12,3)
Variations des autres passifs		(20,6)	(34,2)
Impôts payés		(79,7)	(92,1)
Trésorerie provenant des opérations d'exploitation		412,1	378,7
FLUX D'INVESTISSEMENTS			
Acquisitions de satellites et autres immobilisations corporelles et incorporelles	4, 5, 6	(26,7)	(82,2)
Prises de contrôle	3.4	(61,0)	-
Cessions	1.1	-	67,5
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence et autres mouvements		1,6	0,2
Trésorerie utilisée par les opérations d'investissement		(86,1)	(14,5)
FLUX DE FINANCEMENT			
Distributions		(295,5)	(310,5)
Augmentation des emprunts	11	-	800,0
Remboursements des emprunts		(11,9)	(11,9)
Remboursement des dettes locatives	13	(14,3)	(35,9)
Frais d'émission d'emprunt		-	(7,6)
Intérêts et autres frais financiers payés		(20,5)	(23,5)
Opérations relatives aux participations ne donnant pas le contrôle ⁽²⁾		(28,0)	-
Primes et soultes payées sur instruments financiers dérivés	18	-	(32,9)
Autres variations		0,1	(0,4)
Trésorerie utilisée par les opérations de financement		(370,1)	377,4
Incidence des variations de change sur la trésorerie		(4,1)	1,8
AUGMENTATION/(DIMINUTION) DE LA TRESORERIE		(48,2)	743,4
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice		408,0	733,5
Trésorerie à la clôture de l'exercice	9	359,8	1 476,9
RAPPROCHEMENT DE TRESORERIE			
Trésorerie		359,8	1 476,9
Découvert compris dans les dettes	11	-	-
Trésorerie selon le tableau de flux de trésorerie		359,8	1 476,9

(1) Les comptes comparatifs ont été retraités de l'effet rétrospectif de l'application d'IFRS 15. Ils n'ont pas été retraités de l'application de la norme IFRS 16, le Groupe ayant opté pour une application rétrospective modifiée. Les effets de l'application des deux nouvelles normes sur les comptes du Groupe sont présentés dans la note 3.1 « Règles et méthodes comptables ».

(2) Les opérations relatives aux participations ne donnant pas le contrôle au 31 décembre 2017 sont expliquées par le rachat de la participation d'Inframed dans Broadband4Africa par Eutelsat.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros sauf données par actions)	Capital social			Réserves et résultat	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
	Nombre	Montant	Primes				
Au 30 juin 2017 ⁽¹⁾	232 774 635	232,8	738,1	1 740,3	2 711,1	202,4	2 913,5
Résultat net de la période				157,9	157,9	6,3	164,3
Autres éléments de gains et pertes du résultat global ⁽²⁾				(78,9)	(78,9)	(3,0)	(81,9)
Total du résultat global				79,1	79,1	3,2	82,3
Actions propres				0,8	0,8	-	0,8
Distributions				(281,4)	(281,4)	(14,1)	(295,4)
Avantages aux salariés sur souscription d'actions et actions gratuites				-	-	-	-
Transactions avec des participations ne donnant pas le contrôle et autres				(6,4)	(6,4)	(17,0)	(23,4)
Au 31 décembre 2017 ⁽¹⁾	232 774 635	232,8	738,1	1 532,4	2 503,3	174,5	2 677,8
Au 30 juin 2018 ⁽¹⁾	232 774 635	232,8	738,1	1 695,5	2 666,3	181,2	2 847,4
Résultat net de la période				150,4	150,4	6,8	157,2
Autres éléments de gains et pertes du résultat global ⁽²⁾				5,4	5,4	0,2	5,6
Total du résultat global				155,9	155,9	7,0	162,9
Actions propres				0,2	0,2	-	0,2
Distributions				(295,3)	(295,3)	(15,3)	(310,5)
Avantages aux salariés sur souscription d'actions et actions gratuites				0,4	0,4	-	0,4
Transactions avec des participations ne donnant pas le contrôle et autres				(0,4)	(0,4)	5,0	4,7
Au 31 décembre 2018	232 774 635	232,8	738,1	1 556,3	2 527,1	178,0	2 705,1

(1) Les comptes comparatifs ont été retraités de l'effet rétrospectif de l'application d'IFRS 15. Ils n'ont pas été retraités de l'application de la norme IFRS 16, le Groupe ayant opté pour une application rétrospective modifiée. Les effets de l'application des deux nouvelles normes sur les comptes du Groupe sont présentés dans la note 3.1 « Règles et méthodes comptables ».

(2) Les variations des autres éléments de gains et pertes du résultat global sont détaillées dans les notes 10.4 « Variation de la réserve de réévaluation des instruments financiers », 10.5 « Réserve de conversion » et 10.6 « Gains et pertes actuariels ».

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

NOTE 1.	FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE.....	9
NOTE 2.	ARRETE DES COMPTES.....	9
NOTE 3.	BASES DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS CONDENSES	9
NOTE 4.	ÉCARTS D'ACQUISITION ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	13
NOTE 5.	IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET IMMOBILISATIONS EN COURS	14
NOTE 6.	DROITS D'UTILISATION SUR CONTRATS DE LOCATION.....	15
NOTE 7.	TITRES DE PARTICIPATION DES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE	15
NOTE 8.	CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES.....	16
NOTE 9.	TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE.....	16
NOTE 10.	CAPITAUX PROPRES	17
NOTE 11.	DETTES FINANCIERES.....	18
NOTE 12.	PROVISIONS.....	19
NOTE 13.	AUTRES PASSIFS FINANCIERS ET DETTES LOCATIVES	20
NOTE 14.	INFORMATION SECTORIELLE.....	21
NOTE 15.	RESULTAT FINANCIER.....	23
NOTE 16.	IMPOTS SUR LES SOCIETES.....	23
NOTE 17.	RESULTAT PAR ACTION.....	23
NOTE 18.	INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES	24
NOTE 19.	ENGAGEMENTS D'ACHATS.....	24
NOTE 20.	PARTIES LIEES	24
NOTE 21.	LITIGES ET PASSIFS EVENTUELS.....	25
NOTE 22.	ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	25

NOTE 1. FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

1.1 Cession de la participation dans le satellite E25B

En août 2018, le Groupe a vendu la part qu'il détenait dans le satellite EUTELSAT 25B (exploité à la position 25,5° Est) à son copropriétaire, Es'Hailsat pour 135 millions d'euros. La cession de cet actif non stratégique s'inscrit dans la stratégie d'optimisation du portefeuille d'activités du Groupe, conformément à une politique plus générale visant à maximiser la génération de trésorerie. Elle s'est traduite par un résultat de cession dans les comptes du Groupe de 46,6 millions d'euros (28,3 millions après effet d'impôt).

1.2 Emission d'un emprunt obligataire à 7 ans

En octobre 2018, Le Groupe a procédé à une émission obligataire d'un montant de 800 millions d'euros pour une durée de 7 ans arrivant à maturité en 2025 sur le marché réglementé de la Bourse du Luxembourg. Cette émission obligataire a été réalisée par la filiale Eutelsat S.A. L'emprunt obligataire porte un coupon annuel de 2,0%. Cette émission obligataire permet à Eutelsat de refinancer les obligations émises le 14 décembre 2011 pour un nominal de 800 millions d'euros, portant un coupon de 5,0% et arrivées à échéance en janvier 2019.

1.3 Loi de finances pour 2019

La Loi de Finances pour 2019 du 30 décembre 2018 a introduit un nouvel article 247 au Code Général des Impôts (CGI) qui précise les modalités de détermination du résultat imposable en France des sociétés exploitant des satellites géostationnaires de télécommunication. Compte-tenu des incertitudes existantes quant aux modalités de mise en œuvre de cette nouvelle réglementation, la charge d'impôt pour le semestre clos le 31 décembre 2018 a été déterminée en appliquant au résultat avant impôt de la période le taux d'impôt effectif estimé pour l'exercice, sans tenir compte des conséquences éventuelles du nouvel article du CGI, qui ne peuvent être estimées de manière fiable à la date d'arrêt des comptes semestriels. Cependant, Eutelsat considère que l'application de l'article 247 du CGI est susceptible d'avoir un impact positif significatif sur la charge d'impôt et sur les positions d'impôt courant et différé du Groupe de l'exercice clos le 30 juin 2019.

NOTE 2. ARRETE DES COMPTES

Les comptes consolidés semestriels condensés au 31 décembre 2018 ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration qui les a arrêtés par une délibération en date du 14 février 2019.

NOTE 3. BASES DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS CONDENSES

3.1 REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés semestriels condensés au 31 décembre 2018 ont été établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » selon un format condensé. Les comptes présentés ne comportent pas l'intégralité des informations et des notes requises par les IFRS pour l'établissement des comptes consolidés annuels et doivent être lus en liaison avec les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 30 juin 2018.

Les règles et méthodes comptables appliquées pour la préparation de ces états intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées dans les comptes consolidés annuels de l'exercice clos au 30 juin 2018, à l'exception de l'application à compter du 1^{er} juillet 2018 des nouvelles normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne :

- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » ,
- IFRS 9 « Instrument financiers » ,
- Amendements à IFRS 2 : « Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions » ,
- IFRIC 22 : « Transactions en monnaie étrangère et avances versées ou reçues non remboursables » ,
- Amélioration des IFRSs (cycle 2014 – 2016).

De plus, le Groupe a décidé d'appliquer par anticipation à compter du 1^{er} juillet 2018 la norme IFRS 16 « Contrats de location ».

Ces nouveaux textes n'ont pas eu d'effet significatif sur les états financiers du Groupe, à l'exception des normes IFRS 15 et IFRS 16 dont les impacts sont présentés ci-après.

• IFRS 15

La norme IFRS 15 introduit un nouveau modèle en cinq étapes pour la comptabilisation des produits provenant des contrats clients. Les produits sont comptabilisés pour le montant reflétant la contrepartie reçue en échange du transfert du contrôle des biens et des services à un client.

Le Groupe a adopté cette norme de façon rétrospective, en retraitant les périodes comparatives pour lesquelles l'information financière est présentée. Les impacts sur l'état de situation financière au 30 juin 2018 se présentent comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2018 publié	reclassements	retraitements	30 juin 2018 retraité
Actifs d'impôts différés	4,5	-	0,1	4,6
Autres actifs non courants	6 634,5	-	24,7	6 659,2
Total des actifs non courants	6 639,0	-	24,8	6 663,8
Créances clients et comptes rattachés	330,3	-	0,6	330,9
Autres actifs et charges constatées d'avance courants	35,7	-	7,0	42,7
Autres actifs courants	757,0	-	-	757,0
Total des actifs courants	1 123,0	-	7,6	1 130,6
Total actif	7 762,0	-	32,4	7 794,4
Total capitaux propres	2 843,7	-	3,7	2 847,4
Produits constatés d'avance non courants	101,3	(101,3)	-	-
Passifs de contrats clients non courants	-	101,3	23,7	125,0
Autres passifs non courants	3 520,4	-	-	3 520,4
Total des passifs non courants	3 621,7	-	23,7	3 645,4
Autres dettes et passifs financiers courants	293,4	(76,5)	-	216,9
Passifs de contrats clients courants	-	76,5	5,1	81,6
Autres passifs courants	1 003,1	-	-	1 003,1
Total des passifs courants	1 296,5	-	5,1	1 301,7
Total passif et capitaux propres	7 762,0	-	32,4	7 794,4

Les impacts sur le compte de résultat consolidé pour le semestre clos au 31 décembre 2017 (6 mois) sont les suivants :

(en millions d'euros, sauf données par action)	Semestre clos au 31 décembre 2017		
	données publiées	retraitements IFRS 15	données retraitées
Produits des activités ordinaires	696,6	(8,5)	688,1
Coûts des opérations	(46,0)	-	(46,0)
Frais commerciaux et administratifs	(106,0)	10,1	(95,9)
Dotations aux amortissements	(254,2)	-	(254,2)
Autres charges opérationnelles	(10,4)	-	(10,4)
Résultat opérationnel	280,0	1,6	281,7
Résultat financier	(55,8)	-	(55,8)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(1,0)	-	(1,0)
Résultat net avant impôt	223,2	1,6	224,8
Impôts sur les sociétés	(60,6)	-	(60,6)
Résultat net	162,6	1,6	164,3
Part attribuable au Groupe	156,5	1,5	157,9
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	6,2	0,1	6,3
Résultat de base et dilué par action revenant aux actionnaires d'Eutelsat Communications	0,673	0,006	0,679

Les principaux changements induits par l'application de la norme IFRS 15 par rapport aux principes antérieurement appliqués par le Groupe sont les suivants :

- Contreparties payables aux clients : le Groupe prend parfois à sa charge des frais marketing (promotion, publicité, ...) ou techniques (principalement des achats et installations d'antennes) pour le compte de certains clients. Lorsque ces frais ne sont pas distincts du service transféré au client, ils constituent une même obligation de performance avec le service et la contrepartie payable au client est recon-

nue en réduction du chiffre d'affaires sur la durée du contrat. Lorsque la contrepartie payable au client est octroyée en contrepartie d'un service distinct de la part du client, elle est comptabilisée en charges opérationnelles. Les contreparties payables aux clients étaient auparavant intégralement reconnues en charges opérationnelles.

- Indemnités de rupture anticipée des contrats : certains contrats clients prévoient des indemnités en cas de résiliation anticipée. Lorsque ces indemnités sont versées dans le cadre d'une modification de contrat qui ne porte pas sur des services distincts du contrat existant et qui ne forme donc qu'une seule et même obligation de performance avec les services partiellement remplis à la date de modification, ces indemnités sont étalées sur la durée de vie du contrat renégocié. Ces indemnités étaient auparavant intégralement reconnues en chiffre d'affaire à la date de modification du contrat.
- Ventes de terminaux et frais d'activation : le Groupe vend à ses clients des terminaux en complément de la fourniture de capacité satellitaire dans le cadre de son activité de Haut Débit Fixe en Europe. Ces terminaux étant spécifiques et l'utilisation de la capacité ne pouvant se faire qu'au travers de ces terminaux, les services de capacité et la vente de terminaux ne constituent qu'une seule obligation de performance. Le contrôle du service étant transféré progressivement au client, le chiffre d'affaires relatif au service de capacité est reconnu sur la durée moyenne de la relation client et le chiffre d'affaires relatif à la vente de terminaux est reconnu sur la durée moyenne d'utilisation de ces terminaux. Les charges d'achat de ces terminaux sont étalées sur la même durée, en tant que coûts d'exécution d'un contrat. Les ventes et les achats de terminaux étaient auparavant reconnus intégralement lors de leur mise à disposition au client. Les actifs et passifs relatifs à l'étalement des achats et ventes de terminaux sont présentés de manière distincte dans l'état de situation financière respectivement sur les lignes autres actifs et passifs de contrats clients.

Par ailleurs, la majorité des contrats du Groupe avec des clients concernent des services de fournitures de capacité pour lesquels le chiffre d'affaires continue d'être reconnu au fur et à mesure du transfert de contrôle sur la période contractuelle en application d'IFRS 15.

• IFRS 16

Le Groupe applique la norme IFRS 16 « contrats de location » par anticipation depuis le 1^{er} juillet 2018 selon la méthode rétrospective simplifiée, sans retraitement de la période comparative.

Les impacts de l'adoption de cette norme au 1^{er} juillet 2018 sur les états financiers consolidés du Groupe sont les suivants :

(en millions d'euros)	30 juin 2018	Reclassements des contrats de location financement	retraitements	1er juillet 2018 retraité
Immobilisations corporelles et immobilisations en cours	4 761,7	(692,6)	-	4 069,1
Droits d'utilisation sur contrats de location	-	692,6	43,8	736,4
Autres passifs financiers non courants	695,8	(543,9)	-	151,9
Dettes locatives non courantes	-	543,9	34,9	578,8
Autres dettes et passifs financiers courants ⁽¹⁾	216,9	(72,9)	-	144,0
Dettes locatives courantes	-	72,9	8,9	81,8

(1) Les comptes comparatifs ont été retraités de l'effet rétrospectif de l'application d'IFRS 15.

La norme IFRS 16 prévoit que les contrats de location soient dorénavant comptabilisés à l'actif sous la forme d'un droit d'utilisation. Les retraitements liés à l'application de cette nouvelle norme concernent principalement la capitalisation de contrats de location de biens immobiliers du siège parisien du Groupe et des bureaux de certaines filiales. Le Groupe reconnaît désormais un droit d'utilisation au titre de ces actifs en contrepartie d'un passif correspondant à l'obligation locative (somme des paiements futurs actualisés). Ce droit d'utilisation est amorti sur la durée des contrats. La durée de location correspond à la période non résiliable, complétée le cas échéant des options de renouvellement dont l'exercice par le Groupe est raisonnablement certain. Cette condition n'étant pas remplie pour les contrats concernés, aucune option de renouvellement n'a été retenue pour établir la durée des contrats. Le taux d'actualisation utilisé pour calculer la dette de loyer a été déterminé, pour chaque contrat, en fonction du taux marginal d'endettement à la date de transition. Ces contrats étaient auparavant comptabilisés en charges d'exploitation. En application des dispositions transitoires de simplification prévues par la norme, les contrats de location dont la durée résiduelle à la date de transition était inférieure à 12 mois n'ont pas été comptabilisés au bilan.

La comptabilisation des contrats jusque-là qualifiés de contrats de location financement n'a pas été modifiée par l'application d'IFRS 16. Les droits d'utilisation relatifs à ces contrats étaient auparavant présentés en « Immobilisations corporelles ».

Les actifs de faible valeur unitaire ainsi que les contrats de location d'une durée inférieure à 12 mois continuent à être comptabilisés en charge.

3.2 JUGEMENTS COMPTABLES ET ESTIMATIONS SIGNIFICATIVES

La préparation des états financiers consolidés du Groupe requiert le recours de la Direction, à des jugements et estimations susceptibles d'impacter certains éléments d'actif et de passif et les montants des produits et des charges qui figurent dans ces états financiers consolidés semestriels condensés et les notes qui les accompagnent. La Direction est amenée à revoir ses estimations et appréciations de manière constante sur la base de l'expérience passée et des autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. Le dénouement des opérations sous-jacentes à ces estimations et hypothèses pourrait résulter, en raison de l'incertitude attachée à ces dernières, en un ajustement significatif des montants comptabilisés au cours d'une période subséquente.

Dans le cadre de l'établissement des états financiers consolidés semestriels condensés au 31 décembre 2018, la Direction a exercé son jugement, notamment au regard de l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs, des positions fiscales, du risque client et des provisions et passifs éventuels.

3.3 IMPOTS

Conformément à IAS 34, l'évaluation de la charge d'impôt intermédiaire est calculée en appliquant au résultat avant impôt de la période le taux effectif moyen estimé pour l'exercice (cf. note 16 « Impôts sur les sociétés » et 1.3 « Loi de finances 2019 »).

3.4 EVOLUTIONS DE PERIMETRE

• Au 31 décembre 2018

Le 23 novembre 2018, Eutelsat SA a cédé la participation de 49% qu'il détenait dans Eurobroadband Retail à une société du Groupe Viasat, déjà actionnaire à hauteur de 51% (voir note 6 « Titres de participation des sociétés mises en équivalence »). Cette cession est sans impact significatif sur les comptes du Groupe.

• Au 31 décembre 2017

Le 12 octobre 2017, le Groupe a acquis pour 75 millions de dollars US 100% de Noorsat, l'un des principaux prestataires de services par satellite au Moyen-Orient, auprès du groupe bahreïnien Orbit Holding Group.

Au 31 décembre 2018, le Groupe a finalisé l'allocation du prix d'acquisition, sans changement par rapport au 30 juin 2018. Le goodwill définitif s'établit à 61,7 millions de dollars US (51,7 millions d'euros convertis au taux de change à la date d'acquisition).

NOTE 4. ÉCARTS D'ACQUISITION ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Le poste « Écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles » s'analyse comme suit :

Variations des immobilisations brutes et amortissements

(en millions d'euros)	Écarts d'acquisition	Contrats clients et relations associées	Marque Eutelsat	Autres immobilisations incorporelles	Total
IMMOBILISATIONS BRUTES					
Valeur brute au 30 juin 2018	1 197,5	1 117,2	40,8	298,5	2 654,0
Acquisitions	-	-	-	2,3	2,3
Variations de change	6,3	4,0	-	1,2	11,5
Mises au rebut	-	-	-	(0,8)	(0,8)
Transferts et reclassements	-	-	-	3,1	3,1
Valeur brute au 31 décembre 2018	1 203,8	1 121,2	40,8	304,3	2 670,1
AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS					
Amortissements et dépréciations cumulés au 30 juin 2018		(645,5)	-	(157,4)	(802,9)
Dotations aux amortissements	-	(29,7)	-	(14,4)	(44,1)
Dépréciation	-	-	-	(8,2)	(8,2)
Reprises (mises au rebut)	-	-	-	0,8	0,8
Variations de change	-	(1,1)	-	(0,1)	(1,2)
Amortissements et dépréciations cumulés au 31 décembre 2018	-	(676,2)	-	(179,4)	(855,6)
Valeur nette au 30 juin 2018	1 197,5	471,7	40,8	141,1	1 851,1
Valeur nette au 31 décembre 2018	1 203,8	445,0	40,8	124,9	1 814,5

Les conditions économiques observées au 31 décembre 2018 n'ont pas conduit la Direction à remettre en œuvre le test de dépréciation annuel réalisé au 30 juin 2018 sur l'écart d'acquisition. A cette date, la valeur recouvrable déterminée à partir d'une analyse de la valeur de marché (juste valeur) obtenue à partir de la valeur boursière d'Eutelsat Communications S.A. (et en tenant compte de la dette de cette société) n'a pas remis en cause le montant figurant au bilan. Une baisse d'au moins 32% du cours de bourse serait nécessaire pour que la juste valeur devienne inférieure à la valeur comptable. Si un tel événement se présentait, un test sur la valeur d'utilité serait effectué.

NOTE 5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET IMMOBILISATIONS EN COURS

Le poste « Immobilisations corporelles et immobilisations en cours » s'analyse comme suit:

Variations des immobilisations brutes, amortissements et dépréciations

(en millions d'euros)	Satellites	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
IMMOBILISATIONS BRUTES				
Valeur brute au 30 juin 2018	6 241,8	423,4	819,4	7 484,6
Acquisitions	-	4,1	94,9	99,0
Cessions	(120,3)	(6,5)	-	(126,8)
Mises au rebut	-	(1,2)	-	(1,2)
Variations de change	26,4	0,6	0,1	27,1
Transferts et autres ⁽¹⁾	(871,3)	4,9	(10,1)	(876,5)
Valeur brute au 31 décembre 2018	5 276,6	425,4	904,4	6 606,4
AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS				
Amortissements et dépréciations cumulés au 30 juin 2018	(2 401,8)	(321,1)	-	(2 722,9)
Dotations aux amortissements	(165,6)	(13,2)	-	(178,8)
Reprises (cessions)	31,9	6,3	-	38,2
Reprises (mises au rebut)	-	1,2	-	1,2
Variations de change	(6,7)	(0,3)	-	(7,0)
Transferts et autres ⁽¹⁾	178,7	0,2	-	178,9
Amortissements et dépréciations cumulés au 31 décembre 2018	(2 363,5)	(326,8)	-	(2 690,3)
Valeur nette au 30 juin 2018	3 840,0	102,3	819,4	4 761,7
Valeur nette au 31 décembre 2018	2 913,1	98,5	904,4	3 916,1

⁽¹⁾ Les transferts portent principalement sur les contrats de location financement présentés en « Droits d'utilisation sur contrats de location » depuis l'adoption de la norme IFRS 16 au 1^{er} juillet 2018 (voir note 3.1 « Règles et méthodes comptables »).

SATELLITES EN CONSTRUCTION

Les satellites ci-dessous sont en cours de construction et devraient être mis en service au cours des années suivantes :

Satellites en cours de construction	Année prévue de mise en service
Eutelsat 7C et Eutelsat 5WB	Année calendaire 2019
Quantum et Konnect	Année calendaire 2020
Konnect VHTS, Hot Bird 13F et Hot Bird 13G	Année calendaire 2022

NOTE 6. DROITS D'UTILISATION SUR CONTRATS DE LOCATION

Le poste « Droits d'utilisation sur contrats de location » s'analyse comme suit :

Variations des immobilisations brutes, amortissements et dépréciations

(en millions d'euros)	Satellites	Autres immobilisations corporelles	Total
IMMOBILISATIONS BRUTES			
Valeur brute au 30 juin 2018	-	-	-
Retraitements IFRS 16	-	43,8	43,8
Valeur brute au 1er juillet 2018		43,8	43,8
Variations de change	-	0,1	0,1
Transferts et autres ⁽¹⁾	869,3	-	869,3
Valeur brute au 31 décembre 2018	869,3	43,9	913,2
AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS			
Amortissements et dépréciations cumulés au 30 juin 2018	-	-	-
Dotations aux amortissements	(30,0)	(4,6)	(34,6)
Transferts et autres ⁽¹⁾	(178,7)	-	(178,7)
Amortissements et dépréciations cumulés au 31 décembre 2018	(208,6)	(4,6)	(213,2)
Valeur nette au 30 juin 2018	-	-	-
Valeur nette au 31 décembre 2018	660,7	39,3	700,0

(1) Les transferts portent principalement sur les contrats de location financement présentés en « Droits d'utilisation sur contrats de location » depuis l'adoption de la norme IFRS 16 au 1^{er} juillet 2018 (voir note 3.1 « Règles et méthodes comptables »).

NOTE 7. TITRES DE PARTICIPATION DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Au 31 décembre 2017, les titres des sociétés mises en équivalence représentaient la valeur de mise en équivalence de la société Eurobroadband Retail. Suite à la cession de cette participation le 23 novembre 2018 (voir Note 3.4 « Evolution de périmètre »), le Groupe ne détient plus de titres de participation de sociétés mises en équivalence. Le résultat des sociétés mises en équivalence au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2018 correspond à la quote-part du Groupe dans le résultat d'Eurobroadband Retail jusqu'à la date de cession de participation.

NOTE 8. CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

8.1 Analyse des créances client échues et non échues

(en millions d'euros)	30 juin 2018 ⁽¹⁾	31 décembre 2018
Créances non échues	209,7	145,1
Créances échues entre 0 et 90 jours	71,8	106,9
Créances échues depuis plus de 90 jours	135,9	169,5
Dépréciation	(86,4)	(101,0)
Total	330,9	320,5

(1) Les comptes comparatifs ont été retraités de l'effet rétrospectif de l'application d'IFRS 15, présenté dans la note 3.1 « Règles et méthodes comptables ».

8.2 Évolution de la dépréciation des créances

(en millions d'euros)	Total
Valeur au 30 juin 2018⁽¹⁾	86,4
Dotations (reprises) nettes	14,4
Reprises utilisées	-
Variations de change	0,1
Valeur au 31 décembre 2018	101,0

(1) Les comptes comparatifs ont été retraités de l'effet rétrospectif de l'application d'IFRS 15, présenté dans la note 3.1 « Règles et méthodes comptables ».

NOTE 9. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Le montant des disponibilités et équivalents de trésorerie se détaille comme ci-après :

(en millions d'euros)	30 juin 2018	31 décembre 2018
Disponibilités	307,3	338,4
Équivalents de trésorerie	426,2	1 138,5
Total	733,5	1 476,9

Les équivalents de trésorerie sont composés principalement de parts d'OPCVM répondant à la qualification d'équivalents de trésorerie (920,6 millions d'euros au 31 décembre 2018) et de certificats de dépôt ayant une maturité inférieure à trois mois au moment de leur acquisition. La trésorerie et équivalents de trésorerie du Groupe sont principalement détenus par des filiales situées en France, dans le reste de l'Europe et en Amérique.

NOTE 10. CAPITAUX PROPRES

10.1 CAPITAUX PROPRES

Au 31 décembre 2018, le capital social d'Eutelsat Communications S.A. est composé de 232 774 635 actions, d'une valeur nominale de 1 euro. À cette même date, le Groupe détient 194 142 actions propres pour un montant de 3,6 millions d'euros dans le cadre d'un contrat de liquidité (201 000 pour un montant de 3,4 millions d'euros au 30 juin 2018). D'autre part, le Groupe détient 105 068 de ses propres actions au titre des plans d'attribution gratuite d'actions, acquises pour un montant de 2,2 millions d'euros (105 068 pour un montant de 2,2 millions d'euros au 30 juin 2018). L'ensemble de ces actions est présenté en déduction des capitaux propres.

10.2 DIVIDENDES

Le 8 novembre 2018, les actionnaires réunis en Assemblée Générale Mixte ont décidé de distribuer un montant brut de 1,27 euro par action, soit un montant total de 295,3 millions d'euros totalement prélevé sur le résultat de l'exercice clos au 30 juin 2018. En 2017, le montant distribué s'était élevé à 281,4 millions d'euros, soit 1,21 euro.

10.3 REMUNERATION EN ACTIONS ET ASSIMILEES

En complément des plans en vigueur au sein du Groupe au 30 juin 2018, le Groupe a octroyé un nouveau plan d'actions fantômes en novembre 2018. La charge relative aux rémunérations en actions (hors charges sociales) s'élève à 3,1 millions d'euros pour le semestre clos le 31 décembre 2018 (2,3 millions d'euros pour le semestre clos le 31 décembre 2017).

10.4 VARIATION DE LA RESERVE DE REEVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Tous les instruments financiers impactant la réserve de réévaluation sont des couvertures pour leur part efficace.

(en millions d'euros)	Total
Solde au 30 juin 2018	(29,6)
Variations de juste valeur en capitaux propres recyclables en résultat	(13,2)
Transfert en résultat ⁽¹⁾	0,8
Solde au 31 décembre 2018	(42,0)

(1) Ce montant correspond aux coupons courus et échus sur les instruments de couverture de taux (voir note 15 "Résultat financier").

10.5 RESERVE DE CONVERSION

(en millions d'euros)	Total
Solde au 30 juin 2018	140,2
Variation sur la période	15,6
Solde au 31 décembre 2018	155,8

La réserve de conversion inclut la valeur du Cross Currency Swap documenté en couverture d'investissement net à l'étranger. La principale devise générant des écarts de conversion est le dollar US.

10.6 GAINS ET PERTES ACTUARIELS

La hausse d'environ 0,1 point de base constatée depuis le 30 juin 2018 sur les taux d'intérêt de référence utilisés pour déterminer la valeur actualisée de la garantie donnée à un fonds de pension et des indemnités de départ en retraite a conduit à une baisse de ces engagements de 3,2 millions d'euros (2,4 millions d'euros après effet d'impôt) au 31 décembre 2018.

NOTE 11. DETTES FINANCIÈRES

Aux 30 juin et 31 décembre 2018, la totalité de l'endettement est libellée en euros.

11.1 DONNEES CHIFFREES AU 30 JUIN ET AU 31 DECEMBRE 2018

(en millions d'euros)	Taux	30 juin 2018	31 décembre 2018	Échéance
Crédit <i>in fine</i> 2022	Variable	600,0	600,0	31 mars 2022
Emprunt obligataire 2020 ⁽¹⁾	2,625%	930,0	930,0	13 janvier 2020
Emprunt obligataire 2021 ⁽¹⁾	1,125%	500,0	500,0	23 juin 2021
Emprunt obligataire 2022 ⁽¹⁾	3,125%	300,0	300,0	10 octobre 2022
Emprunt obligataire 2025 ⁽¹⁾	2,000%	-	800,0	2 octobre 2025
Crédits Export ONDD	Variable	118,6	106,8	17 mai 2024
Sous-total des dettes (part non courante)		2 448,6	3 236,7	
Frais et primes d'émission		(13,8)	(19,0)	
Total des dettes (part non courante)		2 434,8	3 217,7	
Emprunt obligataire 2019 ⁽¹⁾	5,000%	800,0	800,0	14 janvier 2019
Crédit Export ONDD		23,7	23,7	
Intérêts courus non échus		37,1	71,8	
Total des dettes (part courante)		860,9	895,6	

Par ailleurs, le Groupe dispose sur ses lignes de crédit revolving actives d'un montant total non tiré au 31 décembre 2018 de 650 millions d'euros.

(1) Les justes valeurs (niveau 1) sont présentées ci-dessous :

(en millions d'euros)	30 juin 2018	31 décembre 2018
Emprunt obligataire 2019	821,1	802,0
Emprunt obligataire 2020	959,6	947,3
Emprunt obligataire 2021	508,8	503,6
Emprunt obligataire 2022	330,8	321,9
Emprunt obligataire 2025	-	766,1

La valeur comptable des crédits exports et du crédit *in fine* constituent une approximation raisonnable de leur juste valeur.

11.2 EVOLUTION DE LA STRUCTURE

Cf. Note 1.2 « Emission d'un emprunt obligataire à 7 ans ».

11.3 ECHEANCIER DES DETTES

Au 31 décembre 2018, l'échéancier des dettes s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	Montant	Échéance à moins de 1 an	Échéance à plus de 1 an et à moins de 5 ans	Échéance à plus de 5 ans
Crédit <i>in fine</i>	600,0	-	600,0	-
Crédit Export ONDD	130,5	23,7	94,9	11,9
Emprunt obligataire 2019	800,0	800,0	-	-
Emprunt obligataire 2020	930,0	-	930,0	-
Emprunt obligataire 2021	500,0	-	500,0	-
Emprunt obligataire 2022	300,0	-	300,0	-
Emprunt obligataire 2025	800,0	-	-	800,0
Total	4 060,5	823,7	2 424,9	811,9

11.4 RESPECT DES COVENANTS BANCAIRES

Les covenants sur les financements existants au 31 décembre 2018 n'ont pas évolué depuis leur mise en place. Au 31 décembre 2018, le Groupe respecte l'ensemble des covenants bancaires.

NOTE 12. PROVISIONS

Au 31 décembre 2018, la variation des provisions s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2018	Dotation	Reprise		Constat en capitaux propres	31 décembre 2018
			Utilisée	Non utilisée		
Garantie financière donnée à un fonds de pension	75,5	0,7	-	-	(3,0)	73,1
Indemnités de départ en retraite	15,3	0,6	(0,1)	-	(0,2)	15,5
Autres avantages postérieurs à l'emploi ⁽¹⁾	7,2	0,1	(0,2)	(0,3)	-	6,9
Total avantages postérieurs à l'emploi	98,0	1,4	(0,3)	(0,3)	(3,2)	95,6
Litiges commerciaux, salariaux et fiscaux	29,8	2,1	(2,5)	(2,4)	0,1	27,2
Autres	9,9	-	-	(2,1)	-	7,8
Total provisions	137,6	3,5	(2,8)	(4,8)	(3,1)	130,6
<i>Dont part non courante</i>	107,1					105,2
<i>Dont part courante</i>	30,6					25,5

(1) Les autres avantages postérieurs à l'emploi concernent essentiellement des indemnités de fin de contrat dans diverses filiales.

NOTE 13. AUTRES PASSIFS FINANCIERS ET DETTES LOCATIVES

Les autres passifs financiers et dettes locatives s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2018	31 décembre 2018
Instruments financiers dérivés ⁽¹⁾	125,6	116,5
Dettes locatives	-	626,4
Contrats de location financement	620,1	-
Autres créditeurs	167,1	142,5
Total	912,8	885,4
<i>Dont part non courante</i>	<i>695,8</i>	<i>717,2</i>
<i>Dont part courante</i>	<i>216,9</i>	<i>168,3</i>

(1) Voir Note 18 « Instruments financiers dérivés ».

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur (niveau 2) et les autres passifs financiers au coût amorti. La juste valeur des instruments dérivés est fournie par les banques. Le coût amorti des autres passifs financiers constitue une approximation raisonnable de la juste valeur.

Les montants présentés au titre des contrats de location financement et des dettes locatives comprennent les intérêts courus qui s'élèvent à 3,2 millions d'euros au 30 juin 2018 et 3,5 millions au 31 décembre 2018.

Les « Autres créditeurs » sont principalement composés d'acomptes et cautions reçus des clients, de dettes sur minoritaires et de dettes sociales et fiscales.

NOTE 14. INFORMATION SECTORIELLE

Sur la période close au 31 décembre 2018, il n'y a pas eu de changement dans l'organisation du Groupe ayant un impact sur la nature et la façon dont l'information sur la performance des activités est remontée au principal décideur opérationnel du Groupe.

Ainsi, de manière similaire au 30 juin 2018, le Groupe considère qu'il n'opère que dans un seul secteur d'activité se fondant sur l'appréciation des services rendus et la nature des risques associés, plutôt que sur leur destination. Il s'agit de la fourniture de services de communications par satellite pour la vidéo, les réseaux d'entreprise et à haut débit, et les mobiles, principalement aux opérateurs de communications et diffuseurs internationaux, intégrateurs de réseaux d'entreprise et entreprises pour leurs besoins propres.

Le chiffre d'affaires du Groupe par zone géographique, déterminé à partir des adresses de facturation, pour les périodes closes aux 31 décembre 2017 et 2018 s'analyse comme suit :

(en millions d'euros et pourcentage)	31 décembre 2017 ⁽¹⁾		31 décembre 2018	
	Montant	%	Montant	%
France	50,6	7,4	45,6	6,9
Italie	75,4	11,0	73,7	11,2
Royaume-Uni	46,2	6,7	39,8	6,0
Europe (autres)	181,8	26,4	182,2	27,7
Amériques	150,2	21,8	150,4	22,9
Moyen-Orient	115,3	16,8	112,1	17,0
Afrique	48,8	7,1	46,2	7,0
Asie	18,0	2,6	15,3	2,3
Autres	1,8	0,3	(7,1)	(1,1)
Total	688,1	100,0	658,1	100,0

(1) Les comptes comparatifs ont été retraités de l'effet rétrospectif de l'application d'IFRS 15, présenté dans la note 3.1 « Règles et méthodes comptables ».

L'EBITDA⁽¹⁾ du Groupe s'élève respectivement à 546,2 millions d'euros et 518,4 millions d'euros pour les semestres clos aux 31 décembre 2017 et 31 décembre 2018.

La majeure partie des actifs du Groupe est constituée des satellites en orbite, le reste des actifs étant principalement localisé en France, en Italie et en Amérique.

La dette nette⁽¹⁾ est composée des éléments suivants :

(en millions d'euros)	30 juin 2018	31 décembre 2018
Credit in fine	600,0	600,0
Emprunts obligataires	2 530,0	3 330,0
Crédits export	142,3	130,5
Part "change" du cross currency swap	85,9	97,8
Contrats de location financement	616,8	-
Dettes locatives	-	622,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(733,5)	(1 476,9)
Total	3 241,6	3 304,3

(1) Les éléments qui composent l'EBITDA et la dette nette n'ont pas évolué depuis le 30 juin 2018.

L'évolution de la dette entre le 30 juin 2018 et le 31 décembre 2018 se présente comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2018	Flux de trésorerie	Var. de juste valeur et autres	Emission obligatoire	Reclassements	Retraitements IFRS16	31 décembre 2018
Credit in fine	600,0	-	-	-	-	-	600,0
Emprunts obligataires	2 530,0	-	-	800,0	-	-	3 330,0
Crédits export	142,3	(11,9)	-	-	-	-	130,5
Part "change" du cross currency swap	85,9	-	11,9	-	-	-	97,8
Contrats de location financement	616,8	-	-	-	(616,8)	-	-
Dettes locatives	-	(35,9)	(1,8)	-	616,8	43,8	622,9
Total	3 975,0	(47,8)	10,1	800,0	-	43,8	4 781,2

NOTE 15. RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	Période de 6 mois close au 31 décembre 2017	Période de 6 mois close au 31 décembre 2018
Charges d'intérêts après couverture	(51,7)	(56,1)
Frais d'émission d'emprunt et commissions	(3,4)	(3,7)
Intérêts capitalisés	6,8	10,5
Coût de la dette brute	(48,3)	(49,3)
Produits financiers	0,4	0,6
Coût de la dette nette	(47,9)	(48,8)
Variation des instruments financiers	(0,5)	(1,8)
Résultat de change	(8,1)	1,2
Autres	0,7	(3,8)
Résultat financier	(55,8)	(53,2)

La charge d'intérêts n'a pas été impactée par les instruments qualifiés de couverture sur les semestres clos aux 31 décembre 2017 et 31 décembre 2018.

Le montant des intérêts capitalisés est dépendant de l'avancement et du nombre des programmes de constructions satellitaires constatés au cours de l'exercice concerné. Les taux d'intérêts retenus pour la détermination des charges d'intérêts capitalisables sont de 2,89% au 31 décembre 2017 et de 2,82% au 31 décembre 2018.

NOTE 16. IMPOTS SUR LES SOCIETES

La ligne « Impôts sur les sociétés » comprend l'impôt exigible et les impôts différés des sociétés consolidées.

Au 31 décembre 2018, le taux d'impôt effectif ressort à 34,9%. Ce taux intègre les impacts de la limitation à 75% de la déductibilité des charges financières en France compensés par des taux d'imposition des filiales étrangères plus faibles qu'en France ainsi que des différences de change et des effets d'inflation sur les positions d'impôts différés de la filiale Satellites Mexicanos. Ce taux ne tient pas compte des incidences éventuelles du nouvel article 247 du CGI introduit par la loi de finance 2018, voir note 1.3 « Loi de finance pour 2019 ».

NOTE 17. RESULTAT PAR ACTION

Le tableau ci-dessous présente la réconciliation entre le résultat net et les résultats nets (de base et dilué) revenant aux actionnaires utilisés pour le calcul des résultats par action (de base et dilué). Il n'existe pas d'instrument dilutif aux 31 décembre 2017 et 2018.

(en millions d'euros)	31 décembre 2017 ⁽¹⁾	31 décembre 2018
Résultat net	164,3	157,2
Quote-part de résultat des filiales rétrocédée aux participations ne donnant pas le contrôle	(6,3)	(6,8)
Résultat net utilisé pour le calcul du résultat par action	158,0	150,4
Nombre moyen d'actions	232 471 711	232 416 067

(1) Les comptes comparatifs ont été retraités de l'effet rétrospectif de l'application d'IFRS 15, présenté dans la note 3.1 « Règles et méthodes comptables ».

NOTE 18. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Les tableaux ci-après présentent les montants contractuels ou notionnels ainsi que les justes valeurs des instruments financiers dérivés aux 30 juin et 31 décembre 2018 analysés par type de contrat. Les instruments financiers dérivés font l'objet d'une évaluation par un expert indépendant qui est vérifiée/validée par les contreparties bancaires.

(en millions d'euros)	Notionnels		Justes valeurs		Variation de juste valeur sur la période	Impact résultat (hors coupons)	Impact capitaux propres (hors coupons)	solte payée
	30 juin 2018	31 décembre 2018	30 juin 2018	31 décembre 2018				
Vente à terme synthétique à barrière activante (Eutelsat S.A.)	255,4	220,7	(8,0)	(8,6)	(0,6)	(1,6)	1,0	
Cross Currency Swap	500,0	500,0	(72,1)	(92,2)	(20,0)	-	(20,0)	
Total des instruments de change	755,4	720,7	(80,1)	(100,8)	(20,6)	(1,6)	(19,0)	
Swap pré-hedge	1 300,0	500,0	(44,2)	(15,3)	28,9	-	(3,8)	32,7
Total des instruments de taux d'intérêt	1 300,0	500,0	(44,2)	(15,3)	28,9	-	(3,8)	32,7
Total instruments financiers dérivés			(124,3)	(116,0)	8,3	(1,6)	(22,8)	32,7

Au 31 décembre 2018, le montant cumulé des justes valeurs des instruments financiers dérivés ressort en négatif pour 116,5 millions d'euros et en positif pour 0,5 million d'euros.

NOTE 19. ENGAGEMENTS D'ACHATS

Au 31 décembre 2018, le Groupe s'est engagé auprès de certains fournisseurs pour l'acquisition d'immobilisations (satellites et autres immobilisations) et la réalisation de prestations de services pour 630,9 millions d'euros.

L'échéancier au 31 décembre 2018 des paiements futurs au titre de ces prestations et acquisitions s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2018
2019	303,9
2020	172,9
2021	73,5
2022	28,9
2023 et au-delà	51,6
Total	630,9

NOTE 20. PARTIES LIEES

Il n'y a pas eu sur le semestre d'opérations avec les parties liées de nature différente de celles réalisées sur l'exercice clos le 30 juin 2018.

NOTE 21. LITIGES ET PASSIFS EVENTUELS

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est impliqué dans des actions judiciaires et des litiges commerciaux. Le Groupe exerce son jugement au cas par cas dans l'évaluation des risques encourus, et constitue une provision dès lors qu'il s'attend à une sortie probable de ressources. Dans les cas jugés sans fondement ou trop peu étayés, aucune provision n'a été comptabilisée.

La société Eutelsat S.A., appartenant au groupe d'intégration fiscale dont Eutelsat Communications S.A. est la société mère intégrante, a fait l'objet d'une procédure de vérification de comptabilité sur les exercices clos aux 30 juin 2012, 2013 et 2014. En décembre 2016, elle a reçu une proposition de rehaussement relative aux exercices clos aux 30 juin 2013 et 2014. Suite à l'exercice de recours précontentieux et aux discussions qui s'en sont suivies, les montants réclamés par l'administration fiscale ont été significativement réduits. Un désaccord persiste sur certains rehaussements, sur lesquels Eutelsat estime disposer d'arguments solides en défense. De ce fait, à la date d'arrêté des comptes au 31 décembre 2018, aucune provision n'a été comptabilisée au regard de ces rehaussements.

NOTE 22. ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement significatif n'est intervenu entre la date de clôture et la date d'arrêté des comptes consolidés par le Conseil d'administration.

7 PERSPECTIVES

La tendance sous-jacente des cinq activités opérationnelles est globalement conforme à nos attentes. Le second semestre bénéficiera de la montée en puissance de Konnect Africa (Haut Débit Fixe), des contrats avec China Unicom sur EUTELSAT 172B et pour le maritime sur plusieurs positions orbitales (Connectivité Mobile) ainsi que de l'amélioration attendue de la Vidéo compte tenu d'une base de comparaison plus facile pour Fransat, des nouveaux contrats signés (télédiffuseurs Ethiopiens, Orange Slovensko, *Afghanistan Broadcasting System*) et des autres opportunités commerciales en passe de se concrétiser. Le Groupe confirme ainsi son objectif d'un **chiffre d'affaires**¹⁰ « globalement stable » pour l'exercice en cours avec un retour à une « légère croissance » à partir de l'exercice 2019-20.

Tous les autres objectifs financiers sont également confirmés :

- La **marge d'EBITDA** (à taux de change constant) est attendue au-dessus de 78% à compter de l'exercice 2018-19 en incluant l'impact des normes IFRS 15 et IFRS 16.
- L'objectif d'**investissements « cash »**¹¹ est attendu à un montant de 400 millions d'euros¹² en moyenne par an entre juillet 2017 et juin 2020.
- L'objectif pour le **cash-flow libre discrétionnaire**¹³ est un taux de croissance annuel moyen sur trois ans attendu dans le milieu de la fourchette à un chiffre entre juillet 2017 et juin 2020 (à taux de change constant et hors effet de la cession d'EUTELSAT 25B).
- Le Groupe entend maintenir une solide structure financière pour étayer sa note de crédit de qualité « investissement ». Le Groupe vise un **ratio d'endettement net sur EBITDA** inférieur à 3,0x.
- Dans le même temps, le Groupe confirme sa politique de **dividende stable ou progressif**.

Ces objectifs sont basés sur le plan de déploiement nominal publié dans la section 5.2.

¹⁰ Chiffre d'affaires des activités opérationnelles (Hors Autres Revenus) à taux de change, périmètre et normes comptables constants. Le chiffre d'affaires proforma de l'exercice 2017-18 pour les cinq activités opérationnelles excluant la contribution du satellite EUTELSAT 25B à partir d'août 2017 et retraité de l'impact de la norme IFRS 15 ressort à 1,330 millions d'euros.

¹¹ Ce montant couvre les immobilisations et les paiements au titre des facilités de crédit à l'exportation et des contrats de location de longue durée sur des capacités tierces.

¹² Y compris l'impact de la norme IFRS 16.

¹³ Flux de trésorerie provenant des opérations d'exploitation - Investissements « cash » - Intérêts et autres frais financiers payés nets des produits d'intérêts reçus.

ANNEXES

Annexe 1 : Eléments financiers supplémentaires

Extrait du compte de résultat consolidé (en millions d'euros)

Six mois clos le 31 décembre	2017 ¹⁴	2018	Variation (%)
Chiffre d'affaires	688,1	658,1	(4,4%)
Charges opérationnelles	(141,9)	(139,7)	(1,6%)
EBITDA	546,2	518,4	(5,1%)
Dotations aux amortissements	(254,2)	(257,6)	+1,3%
Autres produits et charges opérationnelles	(10,4)	35,7	na
Résultat opérationnel	281,7	296,6	+5,3%
Résultat financier	(55,8)	(53,2)	-4,7%
Impôts sur les sociétés	(60,6)	(85,0)	+40,3%
Quote-part de résultat dans les sociétés mises en équivalence	(1,0)	(1,3)	+30,0%
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(6,3)	(6,8)	+7,9%
Résultat net attribuable au Groupe	158,0	150,4	-4,8%

Endettement net / EBITDA

		31 déc. 2017	31 déc. 2018
Dette nette en début de période	M€	3 641	3 242
Dette nette en fin de période	M€	3 630	3 304
Dette nette / EBITDA (12 derniers mois)	X	3,3	3,1

Variation de l'endettement net (en millions d'euros)

Six mois clos le 31 décembre	31/12/2017	31/12/2018
Trésorerie provenant des opérations d'exploitation	412,1	378,7
Investissements « cash »	(52,8)	(130,0)
Intérêts et autres frais financiers payés nets des produits d'intérêts reçus	(20,5)	(23,5)
Cash-flow libre discrétionnaire	338,8	225,3
Acquisition / cession de titres mis en équivalence et prises de contrôle	(89,0)	67,5
Distribution aux actionnaires (y compris participations ne donnant pas le contrôle)	(295,5)	(310,5)
Variation de la part change du <i>cross-currency swap</i>	32,4	(11,9)
Impact IFRS 16 au 1 ^{er} juillet 2018	-	(43,8)
Autres	23,7	10,7
Diminution (augmentation) de la dette nette	10,4	(62,7)

¹⁴ Les chiffres au 31 décembre 2017 ont été retraités pour tenir compte de l'adoption d'IFRS 15 à compter du 1^{er} juillet 2018. L'impact de l'application de la norme IFRS 15 est présenté dans la note 3 de l'annexe aux comptes consolidés.

Annexe 2 : Chiffre d'affaires trimestriel par application

Chiffre d'affaires publié

Le tableau ci-dessous indique le chiffre d'affaires trimestriel tel que publié. Pour rappel, la norme IFRS 15 a été adoptée à compter du 1^{er} juillet 2018.

En millions d'euros	T1 2017-18	T2 2017-18	T3 2017-18	T4 2017-18	Exercice 2017-18	T1 2018-19	T2 2018-19
Applications Vidéo	223,3	225,9	225,0	223,1	897,3	217,2	214,9
Services aux gouvernements	41,1	39,6	38,0	40,2	158,9	42,4	39,4
Données Fixes	37,1	36,3	34,9	34,2	142,5	33,3	32,6
Haut-Débit Fixe	22,3	21,8	21,5	21,1	86,7	20,4	20,1
Connectivité Mobile	18,6	18,5	17,9	19,5	74,4	20,6	19,4
Total Activités opérationnelles	342,4	342,1	337,3	338,1	1 359,8	334,0	326,4
Autres Revenus	6,8	5,4	0,1	35,8	48,1	1,2	(3,5)
Total	349,1	347,4	337,4	373,9	1 407,9	335,1	322,9

Chiffre d'affaires proforma

Le tableau ci-dessous indique le chiffre d'affaires proforma pour l'exercice 2017-18. A des fins de comparabilité avec le chiffre d'affaires de l'exercice 2018-19, il est retraité des éléments suivants :

- La contribution d'EUTELSAT 25B à compter d'août 2017. Pour rappel, Eutelsat a cédé sa quote-part dans le satellite EUTELSAT 25B en août 2018.
- L'impact de la norme IFRS 15.

En millions d'euros	T1 2017-18	T2 2017-18	T3 2017-18	T4 2017-18	Exercice 2017-18
Applications Vidéo	217,9	219,0	217,9	215,6	870,5
Services aux gouvernements	41,1	38,5	38,0	40,2	157,8
Données Fixes	37,2	36,2	35,3	34,2	143,0
Haut-Débit Fixe	22,0	20,9	20,8	20,7	84,3
Connectivité Mobile	18,6	18,5	17,9	19,5	74,4
Total Activités opérationnelles	336,8	333,0	329,9	330,2	1 330,0
Autres Revenus	6,6	5,5	0,6	33,9	46,7
Total	343,5	338,6	330,4	364,1	1 376,6

Annexe 3 : Indicateurs alternatifs de performance

Outre les agrégats directement lisibles dans ses comptes consolidés, le Groupe communique sur des Indicateurs alternatifs de performance, qu'il estime pertinents pour mesurer ses performances financières. Ces indicateurs sont au nombre de trois : l'EBITDA, les Investissements « cash » et le cash-flow libre discrétionnaire. Ces indicateurs font l'objet d'une réconciliation avec les comptes consolidés.

EBITDA, Marge d'EBITDA et Dette nette / EBITDA

L'EBITDA reflète la rentabilité du Groupe avant prise en compte des Dotations aux amortissements, des charges financières et de la charge d'impôt. Il s'agit d'un indicateur de référence dans le secteur des Services Fixes par Satellites. Le tableau ci-dessous montre le calcul de l'EBITDA à partir du compte de résultat pour le premier semestre 2017-18 et pour le premier semestre 2018-19 :

Six mois clos le 31 décembre (en millions d'euros)	2017	2018
Résultat opérationnel	281,7	296,6
+ Dotations aux amortissements	254,2	257,6
- Autres produits et charges opérationnels	10,4	(35,7)
EBITDA	546,2	518,4

La marge d'EBITDA correspond au rapport de l'EBITDA au chiffre d'affaires de l'exercice :

Six mois clos le 31 décembre (en millions d'euros)	2017	2018
EBITDA	546,2	518,4
Chiffre d'affaires	688,1	658,1
Marge d'EBITDA (en % du chiffre d'affaires)	79,4	78,8

A taux de change constant la marge d'EBITDA ressort à 79,0% au 31 décembre 2018.

Le ratio dette / nette sur EBITDA s'obtient de la manière suivante :

Six mois clos le 31 décembre (en millions d'euros)	2017	2018
EBITDA sur 12 mois glissants ¹⁵	1 090,2	1 050,7
Dette Nette à la clôture ¹⁶	3 630,3	3 304,3
Dette nette / EBITDA	3,3	3,1

¹⁵ Sur la base de chiffres publiés pour l'exercice 2017-18.

¹⁶ L'endettement net comprend l'ensemble des dettes bancaires, des obligations ainsi que les dettes locatives et les dettes liées aux Crédits Exports et la part « change » du cross-currency swap diminuées des disponibilités et des valeurs mobilières de placement (net des soldes créditeurs de banques). Son calcul est détaillé dans la note 14 de l'annexe aux comptes consolidés.

Investissements « cash »

Le Groupe peut être amené à opérer de la capacité dans le cadre de contrats de location-financement ou à financer tout ou partie de certains programmes de satellites en faisant appel à des agences de crédit export, donnant lieu à des décaissements qui ne sont pas reflétés dans la ligne « acquisition de satellites et d'autres immobilisations corporelles et incorporelles ». Des Investissements « cash » qui incluent également les deux éléments cités ci-dessus sont donc communiqués afin de refléter l'ensemble des dépenses d'investissement du Groupe sur l'exercice.

Le montant d'investissement « cash » couvre donc les acquisitions de satellites et d'autres immobilisations corporelles et incorporelles et les paiements au titre des facilités de crédit à l'exportation et des contrats de location de longue durée sur des capacités tierces.

Le tableau ci-dessous montre le calcul des investissements « cash » pour le premier semestre des exercices 2017-18 et 2018-19 :

Six mois clos le 31 décembre (en millions d'euros)	2017	2018
Acquisitions de satellites et autres immobilisations corporelles et incorporelles	26,7	82,2
Remboursement des crédits exports et des dettes locatives ¹⁷	26,2	47,8
Investissements « cash »	52,8	130,0

Cash-flow libre discrétionnaire

Le Groupe communique sur un cash-flow libre discrétionnaire qui reflète sa capacité à générer de la trésorerie après paiement des intérêts financiers et des impôts, cette trésorerie étant généralement et principalement affectée au paiement du dividende et/ou au désendettement.

Le cash-flow libre discrétionnaire se définit comme le flux de trésorerie provenant des opérations d'exploitation duquel sont soustraits les investissements « cash » ainsi que les intérêts et autres frais financiers payés nets des produits d'intérêts reçus.

Le tableau ci-dessous montre le calcul du cash-flow libre discrétionnaire pour le premier semestre des exercices 2017-18 et 2018-19 et sa réconciliation avec le tableau de flux de trésorerie consolidé :

Six mois clos le 31 décembre (en millions d'euros)	2017	2018
Trésorerie provenant des opérations d'exploitation	412,1	378,7
Acquisitions de satellites et autres immobilisations corporelles et incorporelles	(26,7)	(82,2)
Remboursement des crédits exports ¹⁸	(11,9)	(11,9)
Remboursement des dettes locatives	(14,3)	(35,9)
Intérêts et autres frais financiers payés nets des produits d'intérêts reçus	(20,5)	(23,5)
Cash-flow libre discrétionnaire	338,8	225,3
Effet périmètre ¹⁹	(1,8)	5,5
Effet change ²⁰	-	4,4
Cash-flow libre discrétionnaire à taux de change et périmètre constants	337,1	235,2

¹⁷ Inclus dans les lignes "Remboursement des emprunts" et "Remboursement des dettes locatives" du tableau de flux de trésorerie.

¹⁸ Inclus dans la ligne "Remboursement des emprunts" du tableau de flux de trésorerie.

¹⁹ Impact de la cession d'EUTELSAT 25B. A des fins de comparabilité : i) le S1 2017-18 est retraité de la contribution d'EUTELSAT 25B au cash-flow libre discrétionnaire à partir d'août 2017 ; ii) le S1 2018-19 est retraité du remboursement par Eutelsat lors de la cession en août 2018 du paiement anticipé effectué par Es'hailSat pour de la capacité sur le satellite EUTELSAT 25B (5,5 millions d'euros).

²⁰ Le cash-flow libre discrétionnaire du premier semestre 2018-19 est converti au taux de change €/€ du premier semestre 2017-18 et l'effet de couverture de change est exclu.

Eutelsat Communications

Période du 1er juillet au 31 décembre 2018

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

MAZARS
Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie
S.A. à directoire et conseil de surveillance au capital de €
8.320.000

ERNST & YOUNG et Autres
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Eutelsat Communications

Période du 1er juillet au 31 décembre 2018

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Eutelsat Communications, relatifs à la période du 1er juillet au 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note 1.3 relative à l'introduction, par la Loi de Finances pour 2019, d'un nouvel article dans le Code Général des Impôts (CGI) précisant les modalités de détermination du résultat imposable en France des sociétés exploitant des satellites géostationnaires de télécommunication. Cette note expose que, compte-tenu des incertitudes existantes quant aux modalités de mise en œuvre de cette nouvelle réglementation, la charge d'impôt du semestre clos le 31 décembre 2018 a été déterminée sans prendre en compte les conséquences éventuelles du nouvel article du CGI qui ne peuvent être estimées de manière fiable à la date d'arrêt des comptes semestriels.
- la note 3.1 qui présente les impacts liés à (i) l'application obligatoire à compter du 1^{er} juillet 2018 de la norme IFRS 15 « *Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients* » et (ii) l'application par anticipation à compter du 1^{er} juillet 2018 de la norme IFRS 16 « *Contrats de location* ».

2. Vérification spécifique

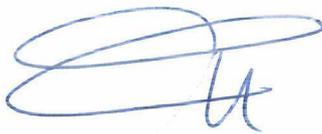
Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 15 février 2019

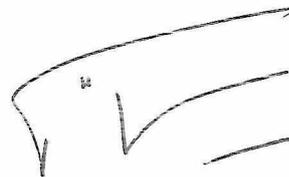
Les Commissaires aux Comptes

MAZARS



Achour Messas

ERNST & YOUNG et Autres



Pierre-Henri Pagnon

COMMENT NOUS CONTACTER

- Site Internet : www.eutelsat.com
- Email : investors@eutelsat-communications.com
- Téléphone : 01 53 98 35 30

Numéro pour inscription nominative auprès de BNP Paribas Securities : 0826 109 119 (0,15 € TTC/minute)



70 rue Balard
75502 Paris Cedex 15 - France
T : +33 1 53 98 47 47
F : +33 1 53 98 37 00